

---

**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

**RENSEIGNEMENTS ACTUALISÉS SUR LE FONCTIONNEMENT  
DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE**

Note du Secrétariat<sup>1</sup>

**I. PRÉSENTATION**

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) aide les pays en développement à renforcer leur capacité à mettre en œuvre les normes, directives et recommandations sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales dans le but d'améliorer leur situation sanitaire, zoonositaire et phytosanitaire et leur capacité à obtenir et à maintenir un accès aux marchés. Ce faisant, il contribue à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Le STDF aide à accroître la sensibilisation, à mobiliser des ressources supplémentaires, à renforcer la collaboration et à identifier et diffuser les bonnes pratiques pour rendre plus efficace la coopération technique dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des prescriptions SPS internationales.

2. Le STDF est un partenariat global établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.<sup>2</sup>

3. Ce document donne un aperçu des activités menées par le STDF à l'appui de son programme de travail depuis la dernière réunion du Comité SPS, tenue en juillet 2012, ainsi que des renseignements sur les travaux prévus. Il donne aussi un aperçu des projets actuels du STDF et des dons pour l'élaboration de projets.

4. Les Membres qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la coopération technique liée aux questions SPS sont encouragés à s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (<http://www.standardsfacility.org/fr/ContactUs.htm>). Le STDF publie régulièrement un bulletin d'information électronique qui donne un aperçu des principaux faits nouveaux dans le domaine du renforcement des capacités SPS, y compris les activités du STDF et de ses partenaires.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Des renseignements plus détaillés sur le STDF et ses activités, y compris sur ses projets et sur les dons pour l'élaboration de projets, sont disponibles sur son site Web, à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org>.

## II. ACTIVITÉS DE COORDINATION ET DE DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

### A. SEMINAIRE DU STDF SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

5. Le STDF, en collaboration avec le secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), a organisé un séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, à Genève, les 12 et 13 juillet 2012. Le séminaire, qui a attiré 110 participants, visait à faire mieux connaître les objectifs complémentaires de l'Accord SPS de l'OMC et de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à sensibiliser au rôle de systèmes de contrôle SPS efficaces pour contribuer à protéger contre la pénétration d'espèces nuisibles, y compris de ravageurs, de maladies et d'autres espèces exotiques envahissantes.

6. Les participants se sont entendus sur les conclusions et actions ci-après en vue d'améliorer la gestion des espèces exotiques envahissantes dans le contexte du commerce:

- les mesures appliquées pour empêcher l'entrée, la propagation et l'établissement d'espèces exotiques envahissantes dans le cadre des échanges commerciaux, qui visent à protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou à préserver les végétaux sur le territoire, relèvent de l'Accord SPS et devraient y être conformes;
- les approches fondées sur les risques dans le cadre de l'Accord SPS sont un outil essentiel pour prévenir la circulation d'organismes potentiellement envahissants;
- les pays sont encouragés à se servir des lignes directrices pertinentes de la CIPV et de l'OIE pour gérer les espèces exotiques envahissantes;
- les organisations internationales devraient collaborer davantage pour améliorer la mise en œuvre de l'Accord SPS et de la CDB;
- l'intensification des efforts en matière de renforcement des capacités SPS permettra de faire en sorte que les normes internationales soient correctement mises en œuvre et d'éviter ainsi que le commerce ne contribue à la propagation d'espèces exotiques nuisibles; et
- les approches régionales sont efficaces pour la prévention et le contrôle, car les espèces exotiques envahissantes ne s'arrêtent pas aux frontières politiques. Les réseaux régionaux sont utiles pour l'échange d'expériences et de connaissances pertinentes.

7. Le 12 juillet, le secrétariat de la CIPV a organisé une activité parallèle utile sur le thème des nouvelles voies de pénétration des espèces exotiques envahissantes, en tant que question liée au commerce, et des nouveaux défis en la matière, qui incluait un exposé sur des travaux récents consacrés au commerce sur Internet et aux plantes aquatiques envahissantes.

8. Des renseignements complémentaires sur le séminaire, y compris des exposés, une note d'information du STDF présentant les constatations et conclusions, ainsi que d'autres documents pertinents, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.

## B. ANALYSE DECISIONNELLE MULTICRITERES (ADM)

9. Le STDF a poursuivi ses travaux consacrés à la mise en œuvre de l'analyse décisionnelle multicritères (ADM) pour éclairer la prise de décisions sur le renforcement des capacités et l'allocation de ressources dans le domaine SPS. Il a facilité la mise en œuvre de l'outil d'ADM au Viet Nam en septembre 2012 et va organiser un atelier régional à l'intention d'experts de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé et de la vie des animaux et/ou de la préservation des végétaux et du commerce des pays d'Asie et du Pacifique à Bangkok (Thaïlande), les 12 et 13 novembre 2012. Les objectifs de cet atelier sont les suivants:

- mieux faire connaître l'outil ADM et renforcer l'utilisation de celui-ci pour classer par ordre de priorité les besoins en matière de renforcement des capacités SPS;
- améliorer les compétences pratiques afin de permettre aux participants de mettre en œuvre l'outil d'ADM dans leur pays et d'utiliser le logiciel informatique associé; et
- obtenir des informations en retour afin d'améliorer encore l'outil d'ADM.

10. Le choix des experts devant participer à cet atelier a été fait. Des renseignements complémentaires sur l'outil d'ADM, y compris sur les activités et les publications précédentes du STDF, sont disponibles sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/TAEcoAnalysis.htm>.

## C. QUESTIONS SPS ET FACILITATION DES ECHANGES

11. Dans le cadre de son plan de travail pour 2012, le STDF a entrepris des travaux préparatoires sur les liens existant entre les questions SPS et la facilitation des échanges, en collaboration avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), et d'autres banques et organisations régionales de développement intéressées. Ces travaux, qui doivent être réalisés en 2013, viseront à mieux faire connaître aux professionnels des questions SPS et aux fonctionnaires des douanes des pays en développement le rôle joué par les organismes chargés des questions SPS dans la facilitation des échanges et à identifier les principaux besoins et les possibilités et bonnes pratiques pour améliorer la collaboration entre organismes chargés des questions SPS en matière de gestion à la frontière.

12. Ces travaux feront l'objet de discussions plus approfondies dans le cadre du Groupe de travail du STDF les 11 et 12 octobre 2012 et pourront inclure: i) des travaux de recherche à l'échelle régionale en Afrique, dans les pays d'Asie et du Pacifique et en Amérique latine afin d'identifier, d'analyser et de présenter des exemples de la façon dont les organismes chargés des questions SPS soutiennent et/ou entravent la facilitation des échanges, et la publication de trois rapports régionaux; ii) la publication d'une étude de synthèse, destinée aux organismes chargés des questions SPS et aux services des douanes, qui analyse les données d'expérience disponibles, identifie les bonnes pratiques et les enseignements tirés et fait des recommandations en vue de promouvoir et de renforcer le rôle des organismes chargés des questions SPS dans la gestion collaborative à la frontière; et iii) l'organisation d'un événement à l'échelle mondiale sur les questions SPS et la facilitation des échanges au deuxième semestre de 2013 (date et lieu à confirmer) afin de mieux faire connaître le rôle des organismes chargés des questions SPS dans la facilitation des échanges et de présenter les constatations et recommandations issues des travaux de recherche menés à l'échelle régionale et en discuter.

13. Les principales questions qui seront traitées pendant les travaux de recherche pourront inclure ce qui suit:

- Quel est le rôle actuel des organismes chargés des questions SPS dans la gestion collaborative à la frontière?
- De quelle façon les organismes chargés des questions SPS travaillent-ils avec les services douaniers et autres organismes présents à la frontière dans le domaine de la facilitation des échanges?
- Comment les organismes chargés des questions SPS utilisent-ils les principes de gestion des risques et les outils modernes (par exemple, appareils à rayons X, technologies de l'information) pour améliorer l'inspection et la détection?
- Quel rôle effectif et quel rôle potentiel le secteur privé peut-il jouer en vue de favoriser la réalisation des objectifs en matière de contrôle réglementaire à la frontière dans le domaine SPS?
- Quel rôle les institutions régionales, les donateurs et les partenaires de développement jouent-ils dans la participation effective des organismes chargés des questions SPS aux initiatives en matière de gestion collaborative à la frontière et de facilitation des échanges?
- Quels sont les facteurs qui influencent la participation des autorités SPS à la gestion collaborative à la frontière?

14. Les Membres sont encouragés à communiquer des renseignements au secrétariat du STDF sur leurs expériences dans le domaine des questions SPS et de la facilitation des échanges, comme indiqué plus haut, en écrivant à l'adresse suivante: [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org).

#### D. BIBLIOTHEQUE VIRTUELLE DU STDF

15. En novembre 2012, le STDF lancera la bibliothèque virtuelle, base centrale contenant des documents électroniques liés aux questions SPS, y compris les évaluations des besoins SPS, les plans d'action, les matériels de formation, les évaluations de projets financés par le STDF et d'autres donateurs, les travaux de recherche et les articles de sources et d'éditeurs divers. Les renseignements sont disponibles en anglais, en français et/ou en espagnol, selon le cas. Cette bibliothèque virtuelle permettra au secrétariat du STDF de mieux gérer un grand nombre de documents, d'informer les bénéficiaires, les organisations internationales, les parties prenantes, les chercheurs et les consultants, d'aider ceux-ci à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités dans le domaine SPS et de faciliter la diffusion des données d'expérience et des bonnes pratiques pertinentes.

16. La bibliothèque virtuelle sera accessible sur le site Web du STDF. Les Membres sont encouragés à communiquer au Secrétariat des documents concernant la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS, afin qu'ils soient inclus dans la bibliothèque virtuelle, comme indiqué plus haut, en les envoyant à l'adresse suivante: [STDFSecretariat@wto.org](mailto:STDFSecretariat@wto.org).

#### E. REUNION CONJOINTE CUA/STDF SUR LA COORDINATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES SPS A L'ECHELLE REGIONALE

17. Le STDF a facilité l'organisation d'une réunion conjointe avec la Commission de l'Union africaine sur la coordination et le renforcement des capacités SPS à l'échelle régionale en Afrique, à Addis-Abeba (Éthiopie), le 28 septembre 2012. Environ 25 fonctionnaires de la CUA et de ses

agences techniques, des représentants des communautés économiques régionales (CER) et des organisations internationales pertinentes ont assisté à la réunion. L'objectif était de débattre du rôle et de la fonction de la CUA, de ses bureaux techniques et des CER pour donner plus de valeur aux initiatives en matière de coordination et de renforcement des capacités SPS aux niveaux continental, régional et national.<sup>3</sup> Le secrétariat et les partenaires du STDF feront rapport sur les résultats de cette réunion au Groupe de travail du STDF les 11 et 12 octobre.

F. ÉTUDE DES REPERCUSSIONS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AXÉE SUR L'EXPORTATION DANS LE DOMAINE SPS SUR LA SITUATION NATIONALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

18. Le STDF, en étroite collaboration avec la FAO et l'OMS, va commander une étude des répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Le but sera de tirer des enseignements importants pour améliorer la conception et la mise en œuvre des futurs programmes d'assistance technique liée au commerce. Une note d'information résumant les raisons d'être du projet, les objectifs visés et le plan de travail proposé sera examinée par le Groupe de travail les 11 et 12 octobre. Ces travaux devraient débuter en novembre 2012 et incluront un appel ouvert à des projets et programmes pertinents à soumettre pour examen.

G. PARTICIPATION A D'AUTRES INITIATIVES

19. Le STDF a continué de collaborer à diverses activités et initiatives dans le domaine de la coopération technique SPS pour suivre les faits nouveaux, créer des synergies, partager des données d'expérience et assurer une coordination maximale. Le STDF a participé et contribué à une série de réunions et d'activités, en fournissant une formation, en présentant des données d'expérience et des bonnes pratiques et en communiquant des informations sur ses travaux. Ces activités comprenaient notamment la participation à un atelier sur les mesures SPS à l'intention des pays bénéficiant du Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC), organisé par la BAD (25 et 26 juillet), à la deuxième réunion du Comité de coordination SPS de la CDAA (du 24 au 27 juillet) et à la quatrième réunion technique du Sous-Comité SPS du COMESA (du 20 au 22 août).

### III. ÉLABORATION DES PROJETS

20. Des dons pour l'élaboration de projets (DEP) limités à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions quant à leurs coûts et avantages escomptés; et/ou iii) élaboration de propositions de projets susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé 52 DEP au total.

21. Il est prévu que le Groupe de travail du STDF approuve d'autres dons pour l'élaboration de projets à sa prochaine réunion, les 11 et 12 octobre.

---

<sup>3</sup> Sur la base des recommandations issues de l'étude du STDF intitulée "Stratégies et cadres régionaux pour les questions sanitaires et phytosanitaires en Afrique", disponible sur le site Web du STDF ([http://www.standardsfacility.org/Files/Publications/STDF\\_Regional\\_SPS\\_Strategies\\_in\\_Africa\\_FR.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/Publications/STDF_Regional_SPS_Strategies_in_Africa_FR.pdf)).

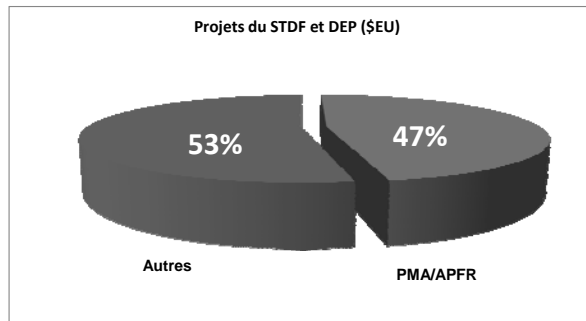
#### IV. FINANCEMENT DES PROJETS

22. Des dons pour la réalisation de projets allant jusqu'à 1 million de dollars EU au maximum sont disponibles auprès du STDF. Sont considérés d'un œil favorable les projets mettant l'accent sur un ou plusieurs des aspects suivants: i) l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) les travaux du STDF concernant des sujets transversaux d'intérêt commun; iii) le recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iv) les approches collaboratives et interdisciplinaires axées sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé animale et la préservation des végétaux et le commerce et auxquelles participent au moins deux partenaires du STDF ou autres organisations pertinentes. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé la réalisation de 60 projets au total.

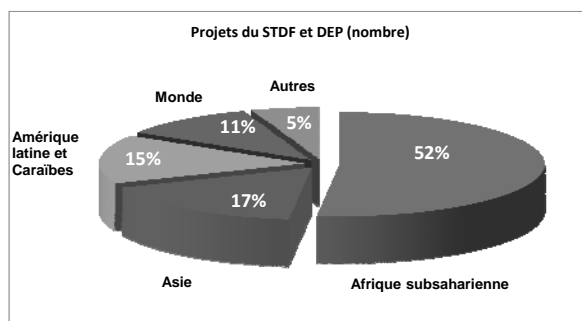
23. Il est prévu que le Groupe de travail du STDF approuve d'autres projets de financement à sa prochaine réunion, les 11 et 12 octobre.

24. On trouvera dans l'annexe un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des DEP. Depuis sa création, le STDF a consacré 47 pour cent des ressources destinées aux projets aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Le STDF continue donc d'atteindre son objectif, qui est de consacrer au moins 40 pour cent des ressources destinées aux projets aux PMA et aux APFR. La figure 2 montre que 52 pour cent du total des projets du STDF et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 17 pour cent à l'Asie et 14 pour cent à l'Amérique latine et aux Caraïbes. En outre, 11 pour cent des projets du STDF et des DEP peuvent être classés comme mondiaux.

**Figure 1: Projets du STDF et DEP (\$EU)**



**Figure 2: Projets du STDF et DEP (nombre)**



25. Les demandes de financement par le STDF peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le 28 décembre 2012.

Étapes qu'il est recommandé de suivre lorsqu'un financement par le STDF de dons pour la réalisation de projets ou de dons pour l'élaboration de projets (DEP) est demandé:

1. Ouvrez notre page Internet consacrée aux DEP à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGPpgStat.htm>; et notre page sur les dons pour la réalisation de projets à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/PGProStat.htm>, pour voir des exemples de projets antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: [http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote\\_en.pdf](http://www.standardsfacility.org/Files/Forms/STDFGuidanceNote_en.pdf).
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.
4. Envoyez-nous une brève note descriptive de votre projet éventuel à l'adresse suivante: [stdfsecretariat@wto.org](mailto:stdfsecretariat@wto.org), pour obtenir retour des informations sur son admissibilité et ses probabilités de financement.
5. Remplissez un formulaire de candidature, disponible à l'adresse suivante: <http://www.standardsfacility.org/fr/FDAppForms.htm>; et renvoyez-le par voie électronique avant la date limite.

**ANNEXE**

**STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET DES DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS DU STDF**

**STADE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS APPROUVÉS**

a) Projets en attente de passation de contrats

<b>Code de projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Objectif</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>Entité/personne chargée de la mise en œuvre</b>	<b>Date d'approbation</b>	<b>Date de démarrage</b>	<b>Date d'achèvement</b>	<b>Budget (\$EU)</b>
STDF/PG/309	Renforcement des capacités SPS en Guinée-Bissau	Renforcer les capacités SPS des services techniques aux niveaux national et régional et mettre à jour la législation dans le domaine SPS	Guinée-Bissau	Unité nationale d'exécution des projets relevant du CIR	22 octobre 2010	À confirmer	À confirmer	274 300
STDF/PG/337	Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Élaborer un processus de génération de données fiables sur les LMR pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés	États membres de l'ASEAN	Secrétariat de l'ASEAN	21 octobre 2011	À confirmer	À confirmer	607 000
STDF/PG/354	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des fruits et légumes sri-lankais	Analyse des contraintes sanitaires et phytosanitaires tout au long des chaînes de valeur, renforcer les capacités des parties prenantes des secteurs public et privé à se conformer aux prescriptions SPS internationales et améliorer la coopération et la constitution de réseaux entre les secteurs public et privé	Sri Lanka	Centre du commerce international	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	466 550



<b>Code de projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Objectif</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>Entité/personne chargée de la mise en œuvre</b>	<b>Date d'approbation</b>	<b>Date de démarrage</b>	<b>Date d'achèvement</b>	<b>Budget (\$EU)</b>
STDF/PG/358	Amélioration de la législation vétérinaire dans les pays membres de l'OIRSA	Renforcer les services vétérinaires dans la région en harmonisant le cadre juridique conformément aux normes de l'OIE en matière de contrôle et d'éradication des maladies animales	Amérique centrale	OIRSA	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	488 330

b) Projets en cours

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/155	Service de formation orienté vers le marché et axé sur l'application des mesures SPS au Nicaragua	Établir des unités de formation professionnelle dans le domaine SPS, élaborer des manuels de formation, des contrôles de la qualité et de bonnes pratiques concernant les procédés pour des produits pilotes	Nicaragua	IICA	10 octobre 2008	1 <sup>er</sup> juin 2010	31 décembre 2012	560 994
STDF/PG/172	Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public	Identifier les points et les facteurs critiques dans la filière de production de karité nigériane et élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants	Nigéria	Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> octobre 2010	31 mars 2013	324 240
STDF/PG/242	Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores	Renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche	Comores	PNUD	30 mars 2012	17 février 2012	16 septembre 2015	1 033 673
STDF/PG/283	Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali	Améliorer la capacité du Mali à se conformer aux normes SPS internationales et privées dans le secteur de la mangue	Mali	Agence nationale de la sécurité sanitaire des aliments (ANSSA)	10 décembre 2009	15 mai 2010	15 novembre 2012	474 208

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/284	Renforcement du Comité SPS national du Honduras	Renforcer le Comité SPS national du Honduras, appuyer davantage la mise en œuvre du programme d'action nationale dans le domaine SPS (élaboré par le Comité) et consolider et développer les capacités institutionnelles dans le domaine SPS	Honduras	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA)	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> juillet 2010	30 décembre 2012	273 035
STDF/PG/298	Programme de renforcement des capacités en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides et d'autres substances nuisibles dans le cacao et pour maintenir l'accès aux marchés	Renforcer les capacités SPS en Afrique pour produire du cacao de qualité conforme aux règlements internationaux relatifs aux résidus de pesticides et autres substances dangereuses	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo	Organisation internationale du cacao	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	31 décembre 2012	664 675
STDF/PG/300	Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires	Développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement	Ghana	Université de Cape Coast (UCC)	10 décembre 2009	1 <sup>er</sup> décembre 2010	30 novembre 2012	355 732

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/302	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et par là même les exportations vers la sous-région en contrôlant la dissémination et l'impact de deux ravageurs spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex	Sénégal	Association des unions maraîchères des Niayes (AUMN) du Sénégal	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	577 142
STDF/PG/318	Programme national de suivi et de gestion intégrale des contaminants dans les produits d'exportation	Mettre en place un programme complet pour le contrôle des résidus de pesticides et des mycotoxines et mettre ce programme en œuvre pour deux produits exportables pilotes	Équateur	IICA	19 mars 2010	1 <sup>er</sup> décembre 2010	30 novembre 2012	432 491
STDF/PG/319	Renforcement de l'unité colombienne d'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Élaborer les procédures de fonctionnement de l'unité, établir son programme de travail et créer un réseau d'évaluateurs du risque chargé de procéder à l'analyse des risques futurs	Colombie	IICA	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> février 2011	31 janvier 2013	433 620
STDF/PG/321	Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de contamination à la base	Bangladesh	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> avril 2012	21 mars 2014	637 000

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/326	Partenariat de l'Asie du Sud-Est pour le renforcement des capacités commerciales concernant les produits à base de fruits et légumes frais et transformés	Élaborer une plate-forme d'enseignement et de formation axée sur les compétences pour certaines chaînes de valeur et dispenser une formation personnalisée associant l'enseignement face-à-face et l'apprentissage en ligne	Thaïlande, Viet Nam	Université de l'État du Michigan	2 juillet 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011	31 décembre 2012	581 665
STDF/PG/328	Au-delà de la conformité: approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est	Élaborer et tester de nouveaux outils d'aide à la prise des décisions privilégiant l'approche fondée sur des systèmes intégrés de gestion des risques phytosanitaires en Asie du Sud-Est (appui à la mise en œuvre de la NIMP n° 14)	Asie du Sud-Est	CABI Asie du Sud-Est	28 mars 2011	11 juillet 2011	10 juillet 2013	600 000
STDF/PG/329	Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	Accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité à accéder à de nouveaux marchés	Népal	FAO	27 juin 2011	7 juin 2012	6 juin 2014	462 144
STDF/PG/335	Renforcement des capacités de contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Renforcer la surveillance des ravageurs et les capacités de diagnostic pour permettre une meilleure compréhension de la répartition des ravageurs et faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte efficaces	Ouganda	CABI Afrique	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2012	30 septembre 2014	348 632

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PG/336	Renforcement de la lutte contre les maladies animales transfrontalières au Cameroun	Renforcer les capacités institutionnelles et renforcer la capacité des services vétérinaires décentralisés – principalement ceux qui s'occupent du système de surveillance	Cameroun	FAO	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> juin 2012	31 mai 2014	572 083
STDF/PG/343	Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du secteur à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation	Sri Lanka	ONUDI	21 octobre 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2014	630 000
STDF/PG/344	Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Harmonisation des procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région pour contribuer à faciliter les échanges et à améliorer la santé publique	Amérique centrale	IICA	30 mars 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012	30 juin 2015	905 225
STDF/PG/350	Manuels phytosanitaires généraux, procédures normalisées et kits de formation	Répondre au besoin de ressources documentaires techniques dans les pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de comprendre et d'appliquer les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP)	Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malaisie et Soudan	Secrétariat de la CIPV	28 mars 2011	1 <sup>er</sup> février 2012	31 janvier 2014	672 000

## STADE DE MISE EN ŒUVRE DES DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) QUI ONT ÉTÉ APPROUVÉS

c) DEP en attente de passation de contrat

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/370	Renforcement du laboratoire d'analyse de l'autorité compétente des Îles Salomon pour le poisson et d'autres produits agricoles susceptibles d'être exportés	Élaborer un projet qui permette de faire face aux contraintes SPS concernant certains produits de la pêche et produits agricoles et de répondre aux besoins en matière de capacités non satisfaits du Laboratoire national de santé publique	Îles Salomon	À déterminer	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	29 900
STDF/PPG/377	Évaluation complète et élaboration d'une proposition de projet visant à renforcer le système national de préservation des végétaux en Gambie	Effectuer une évaluation complète des lacunes en matière de capacités phytosanitaires en utilisant l'outil ECP de la CIPV et élaborer un projet pour mettre en œuvre des actions ponctuelles en vue de renforcer le système national de préservation des végétaux	Gambie	À déterminer	30 mars 2012	À confirmer	À confirmer	30 000

d) DEP en cours

Code de projet	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Entité/personne chargée de la mise en œuvre	Date d'approbation	Date de démarrage	Date d'achèvement	Budget (\$EU)
STDF/PPG/303	Réaliser une étude de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne	Élaborer un manuel sur la méthode à suivre pour effectuer une étude de l'alimentation totale régionale afin d'évaluer les risques de contamination chimique des aliments	Afrique subsaharienne	Centre Pasteur du Cameroun	26 juin 2009	12 octobre 2009	À approuver	20 000
STDF/PPG/308	Élaboration d'un plan d'action SPS pour la République centrafricaine	Élaborer un plan d'action SPS pour la République centrafricaine pour permettre au pays d'accroître au maximum sa participation au système commercial multilatéral en protégeant les consommateurs contre les risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux	République centrafricaine	M. Etienne Legendre	22 octobre 2010	1 <sup>er</sup> juillet 2011	À approuver	30 000
STDF/PPG/346-347-348	Étude de faisabilité sur le concept de laissez-passer vert du COMESA	Étude de faisabilité en vue de clarifier le concept de laissez-passer vert et d'examiner les questions juridiques et techniques ainsi que la viabilité économique et commerciale	COMESA	À déterminer	27 juin 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012	À approuver	90 000



<b>Code de projet</b>	<b>Titre</b>	<b>Objectif</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>Entité/personne chargée de la mise en œuvre</b>	<b>Date d'approbation</b>	<b>Date de démarrage</b>	<b>Date d'achèvement</b>	<b>Budget (\$EU)</b>
STDF/PPG/359	Projet conjoint de génération de données sur les résidus de pesticides pour l'Afrique	Générer des données de qualité élevée sur les résidus de pesticides pour les cultures "mineures"/spécialisées, qui représentent une source de revenus essentielle pour des communautés agricoles rurales	Ghana, Kenya, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda	UA-BIRA	21 octobre 2011	2 janvier 2012	À approuver	27 750